

## Une révolution copernicienne de la politique

Nous sommes en grandes difficultés. Nous subissons de plein fouet le discrédit qui frappe la politique et les partis politiques. Interrogeons-nous sur les causes qui dépendent de nous. Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné dans notre façon de mener le combat communiste ? Quelle révolution devons nous accomplir pour être le parti dont nous avons besoin ?

Depuis la période du programme commun jusqu'à celle du Front de gauche, dans chaque cas, malgré nos analyses et nos résolutions de congrès, nous avons eu essentiellement une démarche de sommet. Ce faisant nous avons alimenté la délégation de pouvoir et l'illusion que les choses pouvaient se régler par en haut. Nous n'avons pas suffisamment porté nos efforts sur la construction d'un mouvement populaire et citoyen en bas permettant au peuple lui-même de jouer pleinement le rôle qui est le sien.

Pour sortir du marasme et avancer, il nous revient aujourd'hui de révolutionner notre pratique politique pour révolutionner la politique elle-même. Cela suppose de pousser la démocratie jusqu'au bout. « Prenez le pouvoir » disions-nous en 2012. Avons-nous pris ce slogan au sérieux ? Le constat de la difficulté ne doit pas nous conduire à renoncer à cet objectif, ni à le reporter à demain. Malgré le conditionnement médiatique, il y a dans la population une volonté de s'impliquer, si limitée soit-elle encore. Il convient de nous appuyer sur cette aspiration et de créer les conditions pour qu'elle s'élargisse et investisse le champ politique. Pour cela il nous faut concevoir le rassemblement et notre action d'une manière radicalement neuve.

Pour l'exprimer par une image, je prendrai celle de la révolution copernicienne qui au XVI<sup>ème</sup> siècle renversa la conception que l'on avait de l'univers, conception erronée qui mettait la Terre au centre, le soleil et les astres tournant autour. Copernic construisit le système héliocentrique, renversant l'ordre des choses et mettant le soleil au centre. En politique nous devons procéder de même. Jusqu'à présent ce sont les partis qui ont été au centre de la vie politique, prenant les décisions, fabriquant des programmes, et le peuple à la périphérie doit suivre ou soutenir leur action. Révolutionner la politique consiste à mettre le peuple au centre et les partis à son service. Nous ne devons plus être ceux qui pensons et élaborons à la place des gens, ceux qui leur apportons des solutions construites sans eux et auxquelles nous les invitons à adhérer, ceux qui leur présentons des candidats désignés sans eux et pour lesquels nous leur demandons de voter. Nous devons au contraire créer les conditions pour que ce soit les gens eux-mêmes qui construisent les solutions à leurs problèmes et qui décident. Pas sans nous, bien sûr, ni sans la contribution d'autres organisations politiques, associatives, syndicales ... Pour cela il faudra inventer des lieux, des structures de débats et de décisions collectives et adopter une démarche résolument ouverte et pluraliste.

Agir en commun avec d'autres c'est en effet le moyen de prendre en compte une diversité d'opinions et d'élargir la mobilisation. Le pluralisme n'est pas une contrainte mais bien plutôt une ressource, un élément essentiel de la démocratie. Nul ne peut en effet prétendre détenir à lui seul la vérité en politique. Il faut donc la confrontation.

Agir dans un cadre pluraliste, c'est aussi le moyen de répondre à la défiance des citoyens vis à vis des partis et de dissiper les craintes de récupération.

C'est ainsi que l'on devrait concevoir la construction de ce nouveau Front populaire que nous nous sommes fixé pour objectif à notre dernier congrès.

Mais des questions légitimes se posent : n'est-ce pas nier le rôle du parti révolutionnaire, ou tout au moins en réduire grandement l'importance, risquer de voir ses propositions se diluer, son identité se dissoudre ? La réponse à cette question ne dépend que de nous. Dans cette nouvelle pratique de la politique, le rôle du parti loin d'être diminué, doit au contraire se trouver accru de façon considérable, en qualité et aussi en complexité. Car il est certes plus facile de demander aux gens d'adhérer à nos propositions que de mettre celles-ci en débat pour une réélaboration commune. Nos idées ne seront pas toutes retenues du premier coup. Nous avancerons progressivement. Nous serons nous-mêmes amenés à évoluer sur certaines questions. Mais gageons que si nous collons à la réalité, nos explications marqueront des points. Dans cette confrontation d'opinions, notre parti se doit d'être le meilleur pour alimenter le mouvement populaire, le faire grandir en conscience et œuvrer à son émancipation, sans prétendre à le diriger ou à l'encadrer.

Lorsque nous avons édité *La France en commun* en 2015 nous écrivions dans la conclusion, nous adressant aux citoyennes et aux citoyens : « Nous versons ces contributions au débat, à la réflexion, à l'enrichissement ... Nous proposons à chacune et à chacun d'entre vous de mobiliser ensemble nos intelligences, nos expériences, nos idées au service de l'avenir, de la gauche, de la France. Notre démarche est ouverte, constructive, offensive. Nous voulons ouvrir un débat public à des milliers de voix. » Or, ces « contributions » sont devenues notre programme. Qu'avons-nous fait pour créer les conditions du débat et de l'élaboration commune annoncés ?

C'est à ce niveau que le bât blesse. Nous avons encore tendance à nous concevoir comme un parti guide, au lieu de créer les conditions pour que le peuple devienne son propre guide.

Cette conception du combat communiste et du rôle d'un parti révolutionnaire, est certes plus difficile à mettre en œuvre, mais elle est, me semble-t-il, celle qui convient pour faire face efficacement à la contre-révolution libérale de Macron. Elle doit nous permettre de donner aux luttes leur pleine portée transformatrice, en élevant le niveau de l'ambition avec des propositions fortes, porteuses de communisme et qui donnent une vision de la société que nous voulons. A cette fin, pourquoi ne pas nous emparer de cette proposition de salaire à vie avancées par Bernard Friot, qui inclut celle de la sécurité d'emploi et de formation ? Elle a une force évocatrice plus grande et par son caractère universel, elle porte le sens anthropologique du combat que nous menons en reconnaissant en tout individu dès sa majorité un producteur de valeur.

Plus généralement, comment concevoir la réalisation d'une ambition aussi élevée que celle du dépassement du capitalisme sans la participation active, créatrice et pluraliste d'une grande partie de la population ? Attendre, espérer des jours meilleurs pour avancer dans une telle voie reviendrait à en éloigner la perspective et à

aggraver nos difficultés et celles de notre peuple. L'heure est venue de cette révolution copernicienne de la politique, soyons-en des artisans majeurs.